



MAISON DE SANTE DU FEZENSAC

CONVENTION ADUM 32

(Association Départementale des Urgences Médicales du Gers)

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes « D'Artagnan en Fezensac », dont le siège social est situé 18 rue des Cordeliers – 32190 Vic-Fezensac, N° SIRET 243 200 607 , représentée par Barbara NETO, en sa qualité de Présidente, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

ci-après dénommé « le Bailleur »,

d'une part,

ET

L'association ADUM 32, dont le siège est situé :

représentée par le Dr Sophie HUREAU, en sa qualité de Présidente, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes,

ci-après dénommé(e) « le Preneur »,

d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Les professionnels de la MSP du Fezensac se sont engagés aux termes de la convention signée avec l'ARS et la CPAM à participer à un projet de soins adapté aux besoins de la population.

La présente convention s'inscrit dans une logique de mission de permanence de soins ambulatoires (PDSA) définie par le décret n° 2010- 809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins.

Ainsi l'instauration d'une régulation déportée préalable à l'accès au médecin de permanence, vise à permettre de limiter l'intervention des médecins de garde et d'adapter le type d'intervention nécessaire, à la situation des patients dont l'état le justifie.

Elle permet de définir l'orientation la mieux adaptée au besoin. Cette orientation préalable constitue par ailleurs un des éléments essentiels au bon fonctionnement du dispositif de prise en charge de la médecine d'urgence.

Le dispositif de permanence des soins ambulatoires doit permettre aux heures de la PDSA :

- d'assurer la prise en charge par la médecine libérale des demandes de soins non programmées,
- de garantir une coordination optimale des professionnels pour la prise en charge des urgences vitales.

Le cahier des charges régional vise à instaurer les principes opérationnels à mettre en oeuvre pour atteindre 3 objectifs :

- Améliorer la qualité et la sécurité de la réponse apportée aux patients,
- Assurer une couverture complète et homogène pour la région en améliorant la lisibilité du dispositif pour la population,
- Optimiser la prise en charge des urgences et des soins non programmés

La communauté de communes « D'Artagnan en Fezensac » et l'**ADUM 32** sont partenaires dans le fonctionnement de la MSP et la présente convention a été établie en vue de fixer leurs obligations réciproques sans lien de subordination entre eux et sans assimilation à un contrat de travail.

A cette fin, la communauté de communes met à disposition de l'ADUM 32 un local où elle exercera ses activités professionnelles : **un bureau de 20,60 m² situé au 1er étage de la MSP.**

La convention de mise à disposition de moyens et de mise à disposition de locaux signées par le Preneur sont interdépendantes, étant précisé que lorsque l'une desdites conventions cesse à produire effet pour quelque raison que ce soit, l'autre n'est plus susceptible de produire effet.

Les contractants demeurent entièrement soumis à l'ensemble des dispositions déontologiques figurant notamment au Code de la santé publique, parmi lesquelles celles relatives à la continuité des soins.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Exercice en qualité de Preneur

Les Médecins régulateurs de l'association ADUM32 exerceront, en qualité de « Preneur », au sein de la MAISON DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE DU FEZENSAC

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, à laquelle l'une ou l'autre des parties sera libre de mettre fin à tout moment par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sous réserve de respecter **un préavis de trois mois.**

Elle prendra effet le 1^{er} juillet 2022

Article 2 : Mise à disposition de moyens

La Communauté de communes « D'Artagnan en Fezensac » met à la disposition du Preneur les moyens définis ci-après :

- une clef de boîte à lettre et du bureau dédié à la régulation

- un bureau avec coffre tiroir, une imprimante et un fax
- la gestion administrative de la location du local ;
- Eau et électricité ;
- Chauffage ;
- Local avec un point d'eau ;
- Accès WIFI
- Toilettes dans le couloir
- Entretien des locaux (ménage des parties communes et réparations courantes, sous réserve des dégradations résultant du fait du Vacataire).

L'ADUM 32 a mis à disposition de ses régulateurs les moyens définis ci-après :

- la ligne Téléphonique, l'accès Internet,
- la centrale informatique et les 2 écrans sont mis à disposition par l'hôpital d'Auch.

La réparation des incidents techniques sont assurés par le service informatique de l'hôpital d'Auch.

- un four micro-onde
- une cafetière Senseo

La feuille d'émargement mensuelle de la permanence des régulateurs sur la MSP est transmise par la secrétaire ADUM 32 chaque mois à Mme la Présidente de « D'Artagnan en Fezensac ».

La feuille d'émargement signée par les médecins régulateurs qui sont intervenus sur la MSP est renvoyée par la communauté de communes, chaque début de mois à la secrétaire de l'ADUM 32.

Article 3 : Honoraires et redevance

Le Preneur verse, à compter du 1^{er} juillet 2022 à la communauté de communes « D'Artagnan en Fezensac » une redevance mensuelle de **100 € (cent euros)**, correspondant à la participation aux charges de fonctionnement.

Le Preneur s'engage à payer à la communauté de communes « D'Artagnan en Fezensac » le montant mensuel forfaitaire qu'il lui doit.

La redevance devra être payée à la fin de chaque mois. Le paiement se fera par virement bancaire au compte dont le RIB est joint.

Toute somme due au titre de la redevance, non payée à son échéance exacte, sera de plein droit et à dater de ladite échéance productive au profit de la communauté de communes d'un intérêt conventionnellement fixé à 10 % par mois de retard jusqu'à complet paiement.

Article 4 : Respect des règles de fonctionnement au sein de la Maison de Santé

Le Preneur respectera dans le cadre de ses fonctions les dispositions du Code de la santé publique en vigueur, ainsi que celles du Code de déontologie de l'Ordre professionnel éventuel dont il relève.

Le Preneur devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon que la SISA ne puisse être inquiétée.

Article 5 : Assurance

Le Preneur conserve la charge de sa responsabilité civile professionnelle pour laquelle il doit s'assurer personnellement à ses frais auprès d'une compagnie, notoirement solvable, de son choix.

Il devra en justifier auprès de la MSP.

Article 6 : Renonciation à recours

Le Preneur renonce à tout recours contre la communauté de communes « D'Artagnan en Fezensac » pour :

- tous dégâts causés dans les lieux ou troubles de jouissance du fait de tiers ;
- pour vols dans les locaux loués, sinistres, interruptions des services publics de fourniture d'eau, d'électricité, téléphone etc

Article 7 : Modifications

Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un document écrit et exprès sous forme d'acte bilatéral ou d'échanges de lettres.

Article 8 : Clause résolutoire

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de la redevance ou d'exécution de l'une ou l'autre des conditions de la présente convention, et huit jours après un commandement de payer ou d'exécuter, communiqué au Preneur par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, resté sans effet et contenant déclaration par le Bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, la présente convention sera résiliée de plein droit si bon semble à la communauté de communes, sans qu'il soit besoin de former une demande en justice.

Compétence est, en tant que de besoin, attribuée au Juge des référés pour constater le manquement, le jeu de la présente clause et ordonner l'expulsion de l'occupant. Si, malgré ce qui précède, le Preneur se refusait à évacuer les lieux, il suffirait, pour l'y contraindre, d'une simple ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance, sans préjudice de toutes autres indemnités ou dommages et intérêts à la charge de l'occupant.

Article 9 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le Preneur fait élection de domicile dans les lieux objet de la présente convention.

Article 10 : Dispositions diverses

Aucune tolérance du Bailleur quant aux stipulations des présentes quelles qu'en soient la fréquence ou la durée ne sera génératrice de droits acquis, le Bailleur pouvant toujours y mettre fin.

Le Preneur exécutera toutes les stipulations des présentes, sans recours contre la SISA, sous sa responsabilité et à ses frais, de telle sorte que la SISA ne soit jamais inquiétée, recherchée ou appelée en garantie.

Fait VIC-FEZENSAC, en deux exemplaires, le

Le Bailleur,
La communauté de communes
« D'Artagnan en Fezensac »
Représentée par sa Présidente

Le Preneur,
L'ADUM 32

Représentée par sa Présidente

Barbara NETO

Sophie HUREAU